

LA SECONDE GUERRE MONDIALE – DE TWEEDE
WERELDOORLOG

QUELQUES PUBLICATIONS RECENTES SUR LES
EVENEMENTS DE MAI '40

par

Luc SCHEPENS

Assistant scientifique à la Province de la Flandre occidentale

En 1973 quelques publications traitant des événements de mai 1940 en Belgique ont vu le jour. Le *Verbond der Vlaamse Academici* a fait paraître chez De Nederlandsche Boekhandel à Anvers une (première) monographie, contenant le texte d'une causerie (notée à l'énoncé) de Hendrik Borginon, sous le titre *Op zoek naar de weggesleepten van mei 1940* ("A la recherche des déportés de mai 1940). L'auteur y évoque la mission dont il a été chargée en juillet-août 1940 par les autorités du pays occupé et confirmé par le gouvernement belge à Vichy, pour retrouver les "suspects" déportés aux camps du Vernet d'Ariège, Gurs (et non pas Gurss, p. 21), Saint-Cyprien, etc. Puisqu'il s'agit de souvenirs personnels, notés trente ans après les événements, on ne peut guère reprocher à l'auteur de ne pas se souvenir de tout. Ainsi, il a oublié que le 10 juillet 1940, il a assisté avec son collègue le sénateur Van Dieren à la gare du Midi de Bruxelles, à l'arrivée des premiers suspects, - une soixantaine parmi lesquels le dr. Borms et R. Lagrou. Grâce aux interventions de Borms, ce groupe avait pu quitter le camp de Saint-Cyprien, le 3 juillet, avec le premier groupe de détenus allemands repatriés (1). Il ne restait plus à Saint-Cyprien que quelques malchanceux (- dépourvus de la carte de membre du V.N.V. ? -) et ce sont ceux-là que les ministres De Schrijver et Vanderpoorten, qui spontanément avaient proposé leur aide à Borginon, libérèrent le 26 juillet (p. 21). C'est bien la révélation principale de cette brochure, de nous apprendre que le gouvernement belge a fait tout ce qui lui était possible, pour faire libérer les suspects qu'il avait fait arrêter lui-même, dès qu'il eut connaissance des endroits où ils se

(1) Cf. *Het Algemeen Nieuws* du 12 juillet 1940.

trouvaient. Et c'est Borginon qui le lui apprit, venant du pays occupé...

Dans la deuxième partie de son exposé (pp. 22-40), Borginon n'honore guère la réputation d'objectivité, d'intelligence et de sens des nuances qu'on lui connaît, en donnant un aperçu en vol d'oiseau (mais à très haute altitude) de l'histoire du gouvernement de Vichy. Il n'hésite pas à émettre des opinions sur les relations du gouvernement avec le roi en mai 1940, mais pour ce faire, il se base sur les *Souvenirs sans retouche* de Marcel-Henri Jaspar, qui lui aussi, le savait d'ouï dire. Non pas qu'il ignore la parution des mémoires de Spaak, mais il n'en a lu que "des extraits mal traduits" parus dans *De Standaard* (p. 38). Les autres ouvrages lui sont inconnus. Et non seulement il émet des opinions sur le gouvernement belge à Vichy, mais également sur celui de Londres, - peut-être en se basant sur ce qu'il en avait lu dans *Volk en Staat*...?

On ne s'attendait pas à voir un homme comme lui donner dans les lieux communs, reprochant à ce "tas de ministres miséreux" d'avoir été incapables "d'assumer la tâche dont ils s'étaient chargée" (p. 40). D'autant moins que, parlant de son second séjour à Vichy, il note : "Objectivement, ce que j'y fait pendant cette période, n'avait pas beaucoup d'importance". N'y avait-il rien à faire ? Ne voulait-il rien faire ? Ou ne pouvait-il rien faire ?

Tout cela sent un peu le plaidoyer pro domo, et l'emportement de l'orateur devant un auditoire attentif et intéressé. Mais pourquoi le faire publier dans cette forme ?

Plaidoyer pro domo également, mais par personne interposée, cette traduction du chapitre 39 du livre de Cecil Aspinall-Oglander, *Roger Keyes, being the biography of Admiral of the fleet Lord Keyes...*, paru à Londres en 1951, et qui 22 ans après parution est diffusé sur le marché belge, par un éditeur anonyme, en français sous le titre *Témoignage britannique. Récit de la mission de liaison en mai 1940 de Roger Keyes, Amiral de la flotte britannique auprès de Léopold III* et en néerlandais sous le titre *Getuigenis van een Brit...* Les deux éditions sont spécialement préfacées par le fils de Lord Keyes. Cette apparition soudaine d'une double traduction d'un chapitre d'une biographie parmi tant d'autres, qui, il y a 22 ans, a passé inaperçue en Belgique, rappelle involontairement la publication en 1971 du *Dossier du Roi Léopold III*, par Jacques Pirenne, qui en fait n'était que la liquidation du stock du *Livre blanc*, paru également 22 ans plutôt, en 1949, mais pourvu d'un nouveau titre, d'une nouvelle couverture et d'une nouvelle introduction, dans laquelle on peut lire que le roi Léopold, "ne demande qu'une seule chose, maintenant que, ayant quitté le pouvoir, il lui est loisible de

s'expliquer, c'est que les lecteurs de ce livre sachent ce que fut son attitude..."

Depuis quatre ans, quelques ouvrages sont venus prouver que la recherche historique sur les événements de 1940-1945 en Belgique, avait fait quelque progrès, et que les publications lancées de part et d'autre en pleine Question royale ne contenaient pas toute la vérité. Dans *Témoignage britannique* on retrouve le procédé dont se servait Jacques Pirenne. Ainsi dans sa préface, Lord Keyes jr., cite un résumé d'un exposé de Liddell Hart, paru dans *The Times* du 9 novembre 1960 : "Si le Roi Léopold avait quitté la Belgique le 25 mai 1940, comme l'y poussaient ses ministres et Monsieur Churchill, l'armée belge aurait probablement capitulé immédiatement, au lieu de continuer à combattre jusque tard le 27 mai. Dans ces conditions, les Britanniques n'auraient eu que très peu de chance d'échapper à l'encerclement. Il peut dès lors être dit avec raison qu'ils furent sauvés par le Roi Léopold, dont il fut alors abondamment médité en Grande Bretagne et en France" (p. 9).

Bien entendu, Lord Keyes jr. ignore qu'en 1970 Liddell Hart a publié une *History of the Second World War* dans laquelle il écrit : "Nor was King Leopold willing to follow Churchill's advice that he should himself "escape by aeroplane before too late" [et non pas le 25 mai]. The King felt that he "must stay with his Army and people". His decision *may have been unwise in the long view*, but in the circumstances of the time it was an honourable choice. Churchill's subsequent criticisms of it were hardly fair..." (2).

En dix ans, Liddell Hart a quelque peu nuancé son opinion, mais cela, les Belges n'ont pas besoin de le savoir...

Il n'échappe pas au lecteur averti que ce chapitre, qui après 22 ans, connaît les honneurs d'une traduction bilingue, contient pas mal d'erreurs (3). Ce n'est pas le 14 mai que le roi demande - et non pas "avait insisté" (p. 18) [ce qui dans la traduction flamande devient "uitdrukkelijk beveelt"- "ordonne expressément" (pp. 18-19)] - que 4 ministres restent auprès de lui, mais le 18 mai, après avoir marqué son accord avec le transfert des ministères et de sa propre Maison civile en France. A la page 21 il est dit que le roi fit "de nouvelles remontrances à ses ministres, leur enjoignant de cesser d'intervenir auprès des diplomates alliés pour qu'ils quittent la capitale." Il est bon de rappeler que les ambassadeurs britannique et français ont quitté Bruxelles, sur ordre exprès de leurs gouvernements, le 16 mai à 02 heures du matin, le gouvernement belge, lui, a décidé de partir le

(2) Edition London, Pan Books 1973, pp. 83-84.

(3) Nous les corrigeons d'après notre livre 1940. *Dagboek van een politiek conflict*, où l'on trouvera les sources exactes de nos corrections.

même jour vers 13 heures, lorsque les allemands se trouvaient à 6 km. de la capitale. Le Quartier Général belge n'a pas été transféré de Breendonk à Saint-André (p. 22), mais le 17 mai à Saint-Denys-Westrem, et puis dans la soirée du 18, ou la nuit suivante, à Saint-André. Ce n'est pas non plus le 18 mai (comme il est dit à deux reprises pp. 24 et 25), mais le 20 mai qu'Amiens est tombé aux mains des allemands.

Ce sont des petites inexactitudes sans grande importance, mais elles permettent de douter de l'importance historique de cette publication, comme la version très "britannique" des faits permet de douter de l'objectivité de l'auteur : ce sont les français et eux seulement qui sont responsables du désastre de 1940; quant à Dunkerque, c'est un grand fait d'arme britannique réussi avec la collaboration de l'armée belge, sans qu'il soit fait mention de la résistance de la 1re armée française dans la poche de Lille, et surtout de l'ordre personnel d'Hitler du 24 mai, arrêtant pour deux jours les chars allemands sur l'Aa !

Pourquoi dès lors traduire ce chapitre et le diffuser avec 22 ans de retard ? La raison, on la trouve pp. 37-38, où l'entretien de Wijnendale entre le roi et ses ministres, est résumé exactement en 9 lignes : "Tôt le lendemain matin, il [le roi] se rendit dans la chambre de Keyes et lui dit que ses quatre ministres avaient passé la plus grande partie de la nuit à essayer de le persuader d'abandonner son armée et de les accompagner au Havre. Il leur avait déclaré qu'ils étaient désormais libres de partir s'ils le désiraient, mais que pour sa part il ne pouvait abandonner ses troupes, en particulier en un moment où elles combattaient pour protéger le flanc de la B.E.F..".

Passons sur les petits détails : "la plus grande partie de la nuit", c'est-à-dire, selon le rapport personnel du roi de 05 à 06.20 heures (4) ! ; quant à la protection du flanc de la B.E.F., il n'en est question ni dans le rapport personnel du roi, ni dans celui de Pierlot. Ce qui est beaucoup plus grave, c'est que Lord Keyes et à sa suite Cecil Aspinall-Oglander semblent ignorer que le premier ministre Pierlot n'a pas proposé au roi de quitter la Belgique le 25 mai, mais qu'il a proposé de faire partir "trois ministres et leur personnel...aujourd'hui pour Dunkerque" ajoutant : "Quant au chef du gouvernement, suivant la suggestion qu'a déjà faite le Roi au cours d'un précédent entretien, il restera jusqu'au moment que le Roi

(4) *Compte-rendu fait par le Roi, de son entrevue avec les ministres, le 25 mai, au château de Wynendaele in Rapport de la Commission d'information instituée par S.M. le Roi Léopold III...*, Bruxelles, 1947, pp. 69-70.

fixera pour son propre départ. Ce moment, le Roi le choisira de manière à concilier les devoirs qu'il estimera encore avoir à remplir auprès des troupes avec ses obligations de Chef de l'Etat." (4)

Spaak à son tour avait proposé de rester avec le roi "mais je ne veux pas être ministre sous l'occupation..." (5). Il s'en souviendra avec émotion en 1969 (6). Que Keyes l'ait ignoré me paraît possible, Aspinall-Oglander lui, aurait dû le savoir ! Comme il aurait dû savoir qu'au cours du même entretien le roi avait envisagé la possibilité (hypothétique) de former un nouveau cabinet sous l'occupation. Rien de tout cela. Le thème principal du livre, dès la préface, et qui est répété tout au long de l'ouvrage (pp. 38, 40, 57, 58, 66), c'est que le roi a refusé de désertir son armée et son pays *le 25 mai*, comme ses ministres le lui proposaient.

Je m'étonne que l'éditeur n'a pas jugé bon d'ajouter à cette traduction les pages 453 à 457 du livre d'Aspinall-Oglander, où il donne quelques lettres de Keyes, datant de 1945 et se rapportant aux événements de 1940. Là, il ne cesse de déclarer que les incitations à la désertion dont le roi était l'objet "during the gruelling retirement from the Dyle to the Lys" (p. 455) et les "ceasless efforts of M. Spaak and his colleagues, between May 14 and May 24, to persuade King Leopold to desert his army..." (p. 457) auraient eu des conséquences néfastes pour la B.E.F. Mais en même temps il y dénonce la coalition des socialistes et des communistes - "who were also a source of trouble to his father" (p. 454) - ce sont eux qui "reduce their country to chaos in order to achieve their ambition of undermining the monarchy" (p. 454). Dans sa lettre du 9 juin 1945, en réponse à l'invitation du roi de se rendre à Salsbourg, il déclare : "There are Communists and Socialists in all countries, and we all suffer from them. The only thing is to stand up to them." (p. 454).

Si l'éditeur avait ajouté ces pages, il aurait permis au lecteur belge de situer le personnage de Lord Keyes, - qui n'a rien d'étonnant pour un vieil amiral de la Marine britannique -, et son climat spirituel. La bonne foi de Lord Keyes ne peut être mise en doute, mais elle ne suffit pas pour rétablir la vérité historique.

De tout ceci l'éditeur anonyme de cette plaquette ne se soucie guère. Il compte sur la crédulité des Belges, et il compte sur l'effet que produira le nom de Lord Keyes, pour prouver une fois de plus, en réponse aux ouvrages très sérieux qui ont paru récemment, avec des arguments et des méthodes d'il y a 22 ans, que le roi a été impeccable

(5) Selon le rapport noté à la Panne, tout de suite après l'entrevue, par le secrétaire de Pierlot, sur dictée des 4 ministres, *id.*, pp. 71-72.

(6) Rapport personnel du roi, *l.c.*

et infaillible, et que les ministres n'étaient que des incapables et des lâches.

Aux simples d'esprit qui croient de leur devoir d'informer ainsi l'opinion publique en Belgique, - tout en argumentant d'un autre côté qu'il ne faut pas relancer la "Question royale" -, je conseille de continuer leurs recherches, ils trouveront certainement d'autres témoignages de sympathie à l'adresse du roi, dans des écrits de généraux, d'amiraux et même de maréchaux, pourvu qu'ils sachent lire l'écriture gothique...

Dernière publication à mentionner, ce sont les mémoires de Jacques Crockaert, dont de larges extraits traduits en flamand, et embellis par des commentaires pseudo-historiques, ont été servis, par la revue *Knack* en tranches hebdomadaires à ses lecteurs bien pensants. *Knack* se propose d'éditer ces mémoires toujours en néerlandais, en un volume sous le titre *Een land op drift in '40* ("Un pays à la dérive en '40).

Les mémoires d'une personnalité de seconde zone, qui ne cache pas ses sympathies pour Mussolini, écrits en pleine Question royale, par un admirateur inconditionnel du roi, est certes un document intéressant pour connaître l'auteur, ses partis pris et l'atmosphère dans laquelle il vivait. Ils forment une sorte de "dictionnaire des idées reçues" de la vie politique d'une époque, et à ce titre relèvent plutôt de la sociologie que de l'histoire. Qu'un ouvrage pareil soit présenté comme une contribution essentielle à l'histoire, comme *La Vérité* enfin dévoilée à l'usage du belge moyen, est à mettre sur l'actif de quelque journaliste, qui, entre un article sur l'avortement et un autre sur la situation politique au Moyen Orient, fait la connaissance d'une famille qui possède un manuscrit inédit dont elle vante, pour des raisons évidentes de piété, et Dieu sait après combien de démarches vaines auprès d'éditeurs sérieux, les qualités et le prix.

Le malheur c'est que toutes ces publications sont lancées sur le marché à des prix bien inférieurs à ceux que coûtent les ouvrages scientifiques, et trouvent auprès du grand public un accueil certain. C'est la contre-vérité en marche, et selon le mot de Voltaire "il en restera bien quelque chose".

A quoi servent les historiens ?

(7) *Combats inachevés*, Paris, 1969, t. 1, p. 99.